BULLETIN DE RISQUE

OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

IUMÉRO

5 OCTOBRE 2022



2. La criminalité liée aux espèces sauvages dans le parc national de Bouba Ndjida au Cameroun finance-t-elle un groupe séparatiste en gestation dans le nord?

Le 12 juin 2022, dans une forêt du nord-est du Cameroun, des affrontements ont éclaté entre les forces militaires et des éléments du Mouvement de libération du Cameroun (MLC), un groupe rebelle séparatiste naissant établi au Tchad. Selon des sources officielles, le MLC s'est livré au braconnage d'éléphants dans le parc national de Bouba Ndjida, situé près de la frontière avec le Tchad et la RCA, ce qui souligne le rôle important que jouent les parcs nationaux et les forêts pour les groupes armés. Si le braconnage par les Janjawids soudanais, principaux acteurs impliqués ces dernières décennies dans cette activité illicite menée dans le parc, a diminué, il se peut que le MLC cherche à cibler les espèces sauvages du parc national pour se procurer des ressources financières. Bien que les preuves recueillies jusqu'à présent suggèrent que le MLC ne constitue pas à l'heure actuelle une menace majeure, les rebelles pourraient, en l'absence d'action, tirer parti de la marginalisation perçue des communautés du nord du Cameroun.

3. Avec l'affaiblissement des rebelles casamançais, le parc national du Niokolo Koba est-il devenu une zone de repli potentielle?

Depuis début 2021, les militaires sénégalais lancent une série d'offensives en Casamance contre le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Après le démantèlement de leurs bases, la saisie de leurs armes et la fragilisation des refuges traditionnels, la capacité du MFDC à traduire son influence territoriale en flux de revenus provenant d'économies illicites s'est probablement étiolée. Comme on l'a vu dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, les groupes armés se retirent cependant souvent dans les parcs nationaux après que l'armée et les forces de l'ordre ont pris des mesures à leur encontre. Le parc national du Niokolo Koba, situé à moins de 400 kilomètres de la Casamance, pourrait offrir aux groupes rebelles de nombreuses possibilités de tirer des revenus des activités illicites dont ils dépendent depuis longtemps, notamment du commerce illicite du bois, du cannabis et des produits issus d'espèces sauvages.



4. Le nombre de victimes civiles augmente en Afrique de l'Ouest à mesure que les zones de conflit tendent à se confondre davantage avec les économies illicites.

Le 5 septembre 2022, un convoi de véhicules a heurté un engin explosif improvisé au Burkina Faso. L'attaque, qui aurait été menée par Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), a fait 35 victimes parmi les civils et en a blessé plusieurs dizaines d'autres. Ces incidents témoignent du nombre croissant de victimes civiles causées par les conflits sévissant dans la région. Les conclusions de l'initiative « Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest » de

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) montrent que l'écrasante majorité des régions d'Afrique de l'Ouest les plus touchées par les conflits et la violence abritent également au moins une plaque tournante illicite. Elles mettent en évidence le chevauchement géographique croissant entre les zones de conflit et les zones d'activité illicite, un état de fait aux implications importantes non seulement pour les décideurs politiques qui cherchent à mettre en œuvre des politiques de stabilisation, mais aussi pour les moyens de subsistance futurs des communautés de la région.

La criminalité liée aux espèces sauvages dans le parc national de Bouba Ndjida au Cameroun finance-t-elle un groupe séparatiste en gestation dans le nord?

Le 12 juin 2022, dans une forêt située à proximité de Sorombeo, dans le nord-est du Cameroun, des affrontements ont éclaté entre des éléments du bataillon d'intervention rapide (BIR), une unité d'élite des forces armées camerounaises créée pour faire face à la menace du terrorisme et des groupes armés, et des membres du groupe rebelle séparatiste Mouvement de libération du Cameroun (MLC). L'opération militaire a été lancée après que le BIR a été informé de la présence d'hommes armés dans la zone de Sorombeo, située à moins de 30 kilomètres du parc national de Bouba Ndjida. Selon des éléments du BIR, une dizaine de membres du MLC armés de kalachnikovs ont été impliqués dans l'incident. Bien que trois des rebelles aient été blessés et arrêtés par la suite, les autres assaillants ont pu s'enfuir en traversant la frontière du Tchad. 1

Le BIR et les membres du MLC ont été impliqués dans un affrontement similaire dans le parc national de Bouba Ndjida il y a un an. Selon les informations recueillies lors des arrestations qui ont suivi, les rebelles s'étaient livrés au braconnage d'éléphants dans le parc. La participation de groupes armés au commerce illicite d'espèces sauvages pour en tirer des sources de revenus n'est pas un phénomène nouveau. Les milices soudanaises Janjawids et les acteurs criminels qui leur sont liés sont les principaux acteurs impliqués dans le braconnage et le commerce illicite d'animaux dans le parc national de Bouba Ndjida au cours de ces vingt dernières années.²

Le braconnage par les Janjawids à Bouba Ndjida semble avoir diminué, aucun incident n'ayant été enregistré depuis juin 2021, date à laquelle des miliciens ont été interceptés dans le parc par le BIR et forcés de fuir.³ Cette diminution est largement attribuée à une présence militaire renforcée dans la région. Mais verrons-nous pour autant le MLC - le nouveau groupe rebelle qui émerge dans le contexte politique et sécuritaire déjà fragile du Cameroun - s'attaquer de plus en plus aux espèces sauvages du parc national pour se financer? Un certain nombre d'experts du trafic d'animaux sauvages

au Cameroun ont indiqué à The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) n'avoir aucune indication d'une participation du MLC au braconnage dans le parc. 4 Pourtant, les informations reçues directement des unités militaires stationnées à Bouba Ndjida et dans ses environs suggèrent le contraire, et témoignent vraisemblablement d'un phénomène émergent.

Un groupe rebelle émergent dans le jeu du braconnage?

En août 2020, a été mise en ligne une vidéo, largement partagée sur les réseaux sociaux, dans laquelle un nouveau groupe en tenue militaire se présente comme faisant partie du MLC.⁵ Dans la vidéo, le coordinateur autoproclamé du groupe annonce que l'objectif principal du groupe est de combattre militairement le régime du président camerounais de longue date, Paul Biya. Le groupe cherche également à obtenir l'indépendance du nord du Cameroun. Le MLC aurait été créé juste de l'autre côté de la frontière, au Tchad, mais il opère dans la zone tri-frontalière entre le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine (RCA), et est dirigé par un homme connu sous le nom de Général Fafour.⁶

Selon des figures de proue du MLC, le mouvement est mû par plusieurs griefs accumulés à l'encontre du gouvernement camerounais, notamment les attaques à l'encontre de la communauté pastorale dont sont issus de nombreux membres du MLC, ainsi que plus généralement par un sentiment de marginalisation. En mars 2021, un porte-parole du MLC a réitéré l'intention du groupe de prendre les armes pour lutter contre le régime de Biya, qu'il a accusé de détournement de fonds et de corruption, en avertissant les « civils armés » recrutés par l'État pour combattre le MLC de se tenir à l'écart, de peur que leurs villages ne soient incendiés.

La menace actuelle que représente le MLC pour la sécurité nationale du Cameroun n'a rien de comparable avec la crise anglophone dans le sud-ouest et l'insurrection de Boko Haram dans l'extrême nord, deux conflits majeurs distincts auxquels le pays est en butte. En avril 2021, le ministre camerounais de la Défense, Joseph Beti Assomo, a déclaré au parlement du pays que bien que le MLC ne représente pas une menace, des enquêtes sur le groupe étaient en cours. Malgré cela, des affrontements ont eu lieu entre des éléments du MLC, l'armée et les forces de l'ordre camerounaises dans et autour du parc national de Bouba Ndjida.

Les parcs nationaux et autres espaces naturels, tels que les forêts et les réserves sauvages, font de plus en plus office de repaires stratégiques et souvent de bases à partir desquelles lancer des attaques pour les acteurs armés d'Afrique de l'Ouest. En outre, les acteurs criminels opérant dans et autour des parcs sont souvent impliqués dans des économies illicites, soit directement (comme source de financement), soit parce qu'ils permettent aux locaux de s'engager dans une activité économique informelle (ceci afin de gagner la confiance et le soutien des populations locales). La figure 1 montre les parcs nationaux et les forêts qui ont été identifiés comme des plaques tournantes d'activités illicites dans le cadre de l'initiative de cartographie des plaques tournantes illicites de la GI-TOC. 11

Le parc national de Bouba Ndjida, situé près des frontières du Cameroun avec le Tchad et la RCA, abrite d'importantes réserves de biodiversité faunique, florale et minière, avec plus de 25 espèces de mammifères de grande et moyenne taille, parmi lesquelles des lions, des antilopes, des girafes et, surtout, des éléphants. Et comme pour de nombreuses zones riches en biodiversité, le parc national a connu des niveaux élevés de braconnage. La population d'éléphants, autrefois l'attraction phare du parc, a considérablement diminué à la suite d'actes de braconnage orchestrés par des groupes criminels transfrontaliers. Bien que les données sur le braconnage des éléphants à travers le pays soient difficiles à obtenir, selon les responsables du parc, environ 480 éléphants ont été tués à Bouba Ndjida entre 2003 et 2021.¹²

L'opération « Peace at Bouba Ndjida », placée sous le commandement du BIR, a été lancée en 2012 suite au massacre de plus de 200 éléphants dans le parc par des militants Janjawids présumés. Chaque année, l'opération est activée entre le 1er décembre et le mois de mai, date à laquelle débute la saison des pluies qui rend les excursions dans le parc national irréalisables (pour les

forces de l'ordre et les braconniers) en raison des inondations. En juin 2021, après le démantèlement annuel de l'opération, cinq carcasses d'éléphants ont été retrouvées dans le parc par des écogardes en charge de la préservation des animaux. ¹³

L'opération de recherche lancée par les éléments de la 42e unité d'intervention légère (LIU) du 4e BIR stationné à Ray-Bouba, une ville située à une quarantaine de kilomètres du parc national, a donné lieu à un affrontement avec les combattants du groupe rebelle MLC. ¹⁴ D'autres carcasses d'éléphants ont été retrouvées le mois suivant, provoquant une nouvelle confrontation avec des éléments du MLC.

Comme l'explique un braconnier arrêté à la suite de ces événements : « Nous sommes un groupe rebelle récent qui cherche à s'établir, [mais] nous n'avons pas encore les moyens de recruter et d'entretenir suffisamment de combattants. »¹⁵ Selon lui, le commerce illicite de produits animaux provenant de Bouba Ndjida est une activité temporaire pour le groupe, le temps de trouver d'autres sources de financement durables : « Depuis que nous maîtrisons la brousse dans ce parc, le braconnage nous apparaît comme une activité rapide », a-t-il déclaré. ¹⁶

Si, à l'avenir, le MLC fait du commerce illégal d'espèces sauvages sa principale source de financement, l'historique des activités illégales menées par d'autres groupes armés, comme les Janjawids soudanais, dans le parc national de Bouba Ndjida, peut nous donner une indication de la possible dynamique à venir.

Actes de braconnage commis par les Janjawids dans le parc national de Bouba Ndjida

Les groupes armés sont présents dans les parcs nationaux et les zones forestières du Cameroun depuis une vingtaine d'années. Le braconnage d'espèces animales rares par des acteurs armés s'explique en partie par le fait qu'elles sont très convoitées par les groupes criminels armés qui cherchent à financer leur activité. The parc national est situé aux portes du Tchad, de la RCA et, dans une moindre mesure, du Soudan – des pays au passé (et au présent) sociopolitique mouvementé. Ce n'est pas une coïncidence si, depuis 2003, l'augmentation des incidents liés au braconnage d'éléphants dans le parc a coïncidé avec le début de la crise au Darfour, qui a ensuite été suivie par l'accélération des conflits en RCA (2004) et au Tchad (2005).

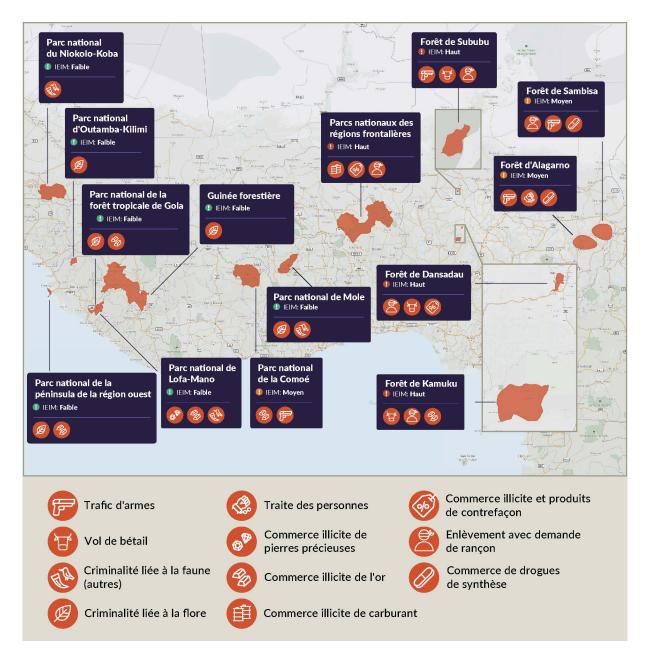


Figure 1 Parcs nationaux, réserves et forêts d'Afrique de l'Ouest identifiés comme étant des plaques tournantes de trafics illicites.

Note : Bien qu'elles ne figurent pas sur cette carte, plusieurs autres zones de criminalité plus larges englobent un ou plusieurs parcs

Source: Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map.

En 2012, plus de 200 éléphants ont été braconnés par la milice soudanaise Janjawid dans le parc national de Bouba Ndjida. 18 Six ans plus tard, en 2018, six soldats de l'opération « Peace at Bouba Ndjida » ont été assassinés. Suite à des années de tentatives d'incursions de braconniers signalées dans le sud du parc, à la frontière avec le Tchad, une opération de recherche a été montée dans la nuit du 8 février 2018 par le commandant de la 42e LIU dans la zone où les braconniers avaient été signalés. Le premier groupe de commandos du BIR est tombé dans une embuscade

tendue par les braconniers soudanais, entraînant la mort de six soldats, dont le capitaine Liman, le commandant de la 42e LIU, et de deux civils. 19

Les enquêtes menées à la suite du massacre d'éléphants en 2012, de l'embuscade du BIR en 2018 et de plusieurs autres incursions menées pour la plupart par les Janiawids dans le but de tuer des éléphants et d'autres animaux sauvages ont révélé des informations importantes sur la dynamique de cette activité illicite et le modus operandi des auteurs impliqués.

Selon le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », le braconnage transfrontalier dans le parc national de Bouba Ndjida est le fait d'un groupe d'environ 200 braconniers opérant dans le sud-ouest du Soudan et associés aux Janjawids, qui travaillent en collaboration avec certaines factions rebelles tchadiennes.²⁰ Ils ont une longue tradition de chasse à l'éléphant et organisent chaque année, pendant la saison sèche, de grandes chasses transfrontalières dans presque tous les pays couverts par le bassin du lac Tchad. Ils opèrent généralement en groupes de 15 à 20 personnes et sont armés d'AK-47 et de haches. Ils seraient associés à de puissants chefs de guerre au Soudan et auraient des liens avec les forces armées soudanaises. Ils opèreraient dans le parc grâce à des alliances avec les éleveurs de moutons locaux, qui font office de guides.²¹

Les membres des factions rebelles utilisent souvent les villages situés à la périphérie de Bouba Ndjida, comme Sinassi, Baikwa et Madingrin, comme bases logistiques à partir desquelles ils lancent leurs opérations de braconnage. Les braconniers armés traversent la frontière camerounaise depuis le Tchad ou la RCA voisins, rencontrent leurs guides dans les villages

environnants et pénètrent ensuite dans le parc. C'est ensuite à l'intérieur même du parc national que les acteurs armés installent leurs camps, l'immensité de la zone leur permettant de passer inaperçus. Comme l'expliquait un habitant du quartier, aujourd'hui en prison, qui a collaboré avec les hommes armés :

Ils sont arrivés dans notre village [de Madingrin] dans la soirée, vers 18 heures, montés sur des chevaux. Ils nous ont dit qu'ils étaient venus du Soudan à la recherche de pointes en ivoire, et qu'ils voulaient que nous les aidions à accéder au parc. Ils nous ont dit qu'ils disposaient d'un réseau bien établi et s'étendant jusqu'à la Chine pour le commerce de l'ivoire. Ils nous ont également confié que si nous les aidions à entrer dans le parc et à tuer les éléphants, ils nous paieraient des centaines de milliers de francs. À titre d'avance sur l'argent promis, ils nous ont donné 200 000 FCFA à partager entre nous.²²

Les profits réalisés grâce au commerce illégal de produits animaux, principalement l'ivoire d'éléphant, ont été utilisés pour acheter des armes et des munitions, ainsi que des motos et autres véhicules, du carburant, des



L'opération « Peace at Bouba Ndjida » se dirige vers le parc national de Bouba Ndjida, 2021.

denrées alimentaires et offrir des salaires aux combattants du groupe. L'ivoire issu des différentes campagnes de braconnage est vendu aux cartels asiatiques et contribue à financer les activités de ces groupes rebelles criminels. ²³ Le braconnage dans le parc aurait diminué ces dernières années, en partie du fait de l'augmentation sensible de la surveillance et de la sécurité du parc, étant donné ses liens historiques avec le financement de groupes armés. ²⁴ Un expert de la faune sauvage au Cameroun a déclaré à la GI-TOC que le parc national de Bouba Ndjida est désormais l'un des plus sûrs du pays. ²⁵

Le rôle du Cameroun dans le commerce illégal d'espèces sauvages

Le Cameroun joue un rôle majeur en tant que pays source de produits illégaux issus d'espèces sauvages. Selon l'Indice mondial du crime organisé, le Cameroun se classe au cinquième rang des pays africains en matière de criminalité liée aux espèces sauvages. ²⁶ Le parc de Bouba Ndjida n'est pas la seule source : en décembre 2021, trois braconniers présumés ont été arrêtés pour avoir braconné des éléphants dans le parc national de Lobeke, dans l'est du Cameroun, à la frontière avec la RCA. ²⁷ Selon Francis Durand Nna, le plus haut fonctionnaire du gouvernement chargé des forêts et de la faune dans la région Est du pays, le nombre

INCIDENTS ET ÉVÉNEMENTS DANS LE PARC NATIONAL DE BOUBA NDJIDA





Des soldats du bataillon d'intervention rapide camerounais en patrouille dans le parc national de Bouba Ndjida, mars 2022. Photo: Moussa Bobbo

d'éléphants tués illégalement est probablement sousestimé par les chiffres officiels, car il est de plus en plus difficile de patrouiller dans les zones régulièrement attaquées par les groupes armés de la RCA.²⁸

Le Cameroun est également un point de transit essentiel du trafic d'espèces sauvages en provenance d'autres États d'Afrique centrale. Ces espèces sont en grande partie exportées de Douala par voie maritime, de Yaoundé par voie aérienne, ou acheminées par voie terrestre au Nigeria pour y être exportées.²⁹ La ville de Garoua, située à environ 170 kilomètres au nord-ouest du parc national de Bouba Ndjida, n'est que l'un des grands points de transit des produits illégaux issus d'espèces sauvages en provenance du Tchad et de la RCA (ainsi que du parc lui-même). Garoua a gagné en importance suite à un déplacement des chaînes d'approvisionnement de la ville voisine de Maroua, cible croissante d'attaques par Boko Haram. 30 Les parties prenantes au Cameroun ont signalé à la GI-TOC que la vigilance des forces de l'ordre est plus relâchée dans le nord que sur les routes côtières, ce qui facilite la contrebande.31

Bien que la criminalité liée aux espèces sauvages ne fasse pas partie des activités économiques illicites les plus fortement associées aux conflits et à l'instabilité - comparée au trafic d'armes, au vol de bétail, aux enlèvements contre rançon et au commerce illicite de l'or, par exemple³² - il est clair qu'en Afrique occidentale et centrale, le commerce illicite de produits issus d'espèces sauvages a été utilisé à plusieurs reprises comme source de financement des acteurs armés.

L'opération « Peace at Bouba Ndjida » et le renforcement des forces de sécurité dans les villages voisins du parc national, près des frontières avec le Tchad et la RCA, principaux points d'entrée de ces braconniers, ont permis de réduire considérablement le braconnage dans le parc. Pourtant, les tentatives d'incursion dans le parc semblent persister. La complicité des villageois locaux dans les activités illicites des braconniers illustre la nécessité pour le gouvernement d'impliquer les populations locales dans toute réponse proposée. Le renforcement de la présence militaire semble avoir dissuadé les milices Janjawids (qui sont réticentes à faire le voyage de 1 400 kilomètres depuis le Soudan pour ensuite être mises en échec par le BIR). Bien que l'étendue réelle de l'activité des groupes armés reste inconnue, plusieurs incidents survenus depuis 2021 ont mis en évidence la possibilité pour des acteurs armés plus proches de chez eux, regroupés en MLC juste de l'autre côté de la frontière, au Tchad, d'exploiter les ressources naturelles du Cameroun.

Notes

- Entretien avec le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Garoua, août 2022.
- Entretien téléphonique avec un expert de la sécurité et de la criminalité dans le nord du Cameroun, 27 septembre 2022. Voir également Laurel Neme, Will mobilization of military forces stop elephant poaching in Cameroon? Save the Elephants, 15 février 2015, https://www.savetheelephants.org/about-elephants-2-3-2/elephant-news-post/?detail=will-mobilization-of-military-forces-stop-elephant-poaching-in-cameroon; Weekend Argus, Army to tackle poaching, 23 décembre 2012, https://www.pressreader.com/south-africa/weekend-argus-sunday-edition/20121223/281784216421193.
- Entretien téléphonique avec un expert de la sécurité et de la criminalité dans le nord du Cameroun, 27 septembre 2022.
- 4. Échanges de courriels avec trois spécialistes de la faune et de la flore au Cameroun, septembre 2022. Un expert de la sécurité et de la criminalité basé à Yaoundé a cependant déclaré à la GI-TOC que le MLC survit probablement grâce à des activités économiques illicites, et bien qu'il soit difficile de savoir lesquelles exactement, il serait très surprenant que le braconnage d'éléphants n'en fasse pas partie ; Entretien par courriel avec un spécialiste de la sécurité et de la criminalité à Yaoundé, 30 septembre 2022.
- Hans De Marie, Twitter, 6 août 2020, https://twitter.com/ hansdemarie/status/ 1291439281303695360?s=20&t=4nOgaaKsotw5WLOnxshJ5g.
- 6. Entretien téléphonique avec un expert de la sécurité et de la criminalité dans le nord du Cameroun, 27 septembre 2022. Les informations disponibles en ligne sont toutefois contradictoires. En décembre 2020, les autorités centrafricaines ont informé les responsables camerounais de « la création, dans la région frontalière [de la RCA et du Cameroun], d'un groupe armé appelé Mouvement de libération du Cameroun (MLC) » ; voir Cameroun24, Cameroun Sécurité. Un Mouvement de Libération du Cameroun en gestation à frontière centrafricaine, https://www.cameroun24.net/actualite-cameroun-info-Un_Mouvement_de_Liberation_du_Cameroun_en_gestatio-56128. html.
- 7. Cameroun Change Officiel, Facebook, 9 novembre 2021, https://fb.watch/fRxS88jKDz/. La vidéo a été publiée pour la première fois le 1er mars 2021 par le journaliste camerounais Boris Bertolt; voir Yannick A Kenne, Cameroun: Un mouvement rebelle hostile au régime de Yaoundé revendique une alliance présumée avec le 'Mouvement 10 millions de Nordistes',Cameroon-Info.Net, 1er mars 2021, http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-un-mouvementrebelle-hostile-au-regime-de-yaounde-revendique-une-alliancepresumee-avec-le-395796.html.
- Christian Happi, Yaoundé imperturbable malgré la menace d'un groupe rebelle de renverser le régime Biya, Actu Cameroun, 6 avril 2021, https://actucameroun.com/2021/04/06/yaoundeimperturbable-malgre-la-menace-dun-groupe-rebelle-derenverser-le-regime-biya/.
- Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping.
 Ibid
- 11. Voir https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map.

- 12. Entretien avec le conservateur du parc national de Bouba Ndjida, parc national de Bouba Ndjida, avril 2021.
- 13. Entretien avec un responsable de l'unité de renseignement de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Rey-Bouba, août 2021.
- 14. Ibid.
- 15. Entretien avec le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Garoua, juillet 2021.
- 16. Entretien avec le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Rey-Bouba, février 2021, qui s'est confié lors d'un entretien avec un membre du MLC arrêté.
- 17. Entretien avec le conservateur du parc national de Bouba Ndjida, parc national de Bouba Ndjida, avril 2021.
- 18. Ibid.
- 19. Entretien avec le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Garoua, juillet 2021.
- 20. Entretien avec le commandant de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Rey-Bouba, février 2021.
- Entretien avec le conservateur du parc national de Bouba Ndjida, parc national de Bouba Ndjida, avril 2021.
- Entretien avec un individu arrêté pour avoir collaboré avec des braconniers soudanais, prison centrale de Garoua, mars 2018.
- 23. Entretien avec un haut responsable de l'unité de renseignement de l'opération « Peace at Bouba Ndjida », Rey-Bouba, avril 2020.
- 24. Entretien téléphonique avec un spécialiste de la sécurité et de la criminalité dans le nord du Cameroun, 27 septembre 2022.
- Échange de courriels avec un spécialiste de la faune sauvage de TRAFFIC. septembre 2022.
- 26. GI-TOC, Indice mondial du crime organisé, septembre 2021, https://ocindex.net/rankings/ fauna_crimes?f=rankings&view=Cards&group=Country&order=DE SC&continent=africa&criminality-range=0,.
- Moki Edwin Kindzeka, Cameroon deploys military to assist rangers as poaching increases, VOA News, 6 décembre 2021, https://www.voanews.com/a/cameroon-deploys-military-to-assist-rangers-as-poaching-increases/6341052.html.
- 28. Ibid.
- 29. GI-TOC, Indice mondial du crime organisé: Profil pays du Cameroun, septembre 2021, https://ocindex.net/assets/downloads/french/ocindex_profile_cameroon.pdf.
- 30. Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping. La saisie en mars 2021 de 4 tonnes d'écailles de pangolin, dont une proportion importante provenait de la République démocratique du Congo et de la RCA, souligne l'importance de Garoua comme point de transit des produits issus d'espèces sauvages commercialisés illégalement. Les écailles de pangolin font l'objet d'un trafic vers le nord. Elles transitent par la frontière du Nigeria avant d'être acheminées vers le sud et de sortir par les ports du Nigeria. Entretien téléphonique avec un expert de la faune sauvage de TRAFFIC, août 2021.
- 31. Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping.
- 32. Ibid.

Avec l'affaiblissement des rebelles casamançais, le parc national du Niokolo Koba est-il devenu une zone de repli potentielle ?

Située au sud du Sénégal, entre la Gambie et la Guinée-Bissau, la Casamance est secouée depuis le début des années 1980 par un conflit séparatiste entre le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) et l'État sénégalais. Des faits nouveaux semblent avoir radicalement modifié l'équilibre des forces dans le conflit le plus ancien d'Afrique de l'Ouest.

Depuis début 2021, les autorités sénégalaises lancent une série d'offensives militaires contre les rebelles du MFDC. En mars 2022, l'armée sénégalaise a ouvert un nouveau front dans le nord de la Casamance, dans le département de Bignona. L'objectif de cette opération, selon un communiqué publié par le ministère des Forces armées, était de démanteler les bases d'une faction du MFDC dirigée par Salif Sadio, en soulignant la nécessité d'assurer « l'intégrité territoriale », ainsi que d'éliminer tous les groupes criminels menant des activités illicites dans la région. En éloignant les rebelles des sources de revenus traditionnelles liées aux économies illicites de la Casamance, cette opération a abouti au démantèlement de la quasi-totalité des bases du MFDC dans la région – ce qui pourrait constituer un tournant important.

Les séparatistes casamançais sont depuis longtemps impliqués dans de nombreuses activités économiques illicites, exploitant l'abondance des ressources naturelles présentes dans le sud du pays pour financer leurs opérations. Le contrôle contesté de l'État a été un facteur favorable à l'émergence de la Casamance en tant que point de transit clé pour un large éventail de flux illicites, dont la cocaïne, entre la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Gambie. Le trafic de bois et de cannabis, en plus des produits issus d'espèces sauvages, a été l'une des pierres angulaires des revenus du MFDC ces vingt dernières années.

Les rebelles ont toutefois été considérablement affaiblis par les mesures de répression prises à leur encontre depuis 2021. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les acteurs armés visés par les opérations militaires se tournent de plus en plus vers les parcs nationaux comme zones de repli. Le complexe W-Arly-Pendjari (WAP), situé dans la zone tri-frontalière entre le Burkina Faso, le Bénin et le Niger, est ainsi depuis longtemps une zone de repli et de refuge pour les éléments du Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), qui s'y reposent à la suite d'offensives menées par des acteurs internationaux au Mali.

Les offensives militaires décisives et l'affaiblissement des zones de repli traditionnelles en Guinée-Bissau et en Gambie signeront-ils le début de la fin pour le MFDC ? Ou bien les rebelles vont-ils simplement se déplacer géographiquement, en quête d'autres sources de financement ? Dans ce dernier cas, la tendance régionale se reproduira-t-elle ici, et le Niokolo Koba, l'un des plus grands parcs nationaux d'Afrique de l'Ouest situé à moins de 400 kilomètres de la Casamance, deviendra-t-il le nouveau foyer du groupe armé ?

Une nouvelle offensive militaire sénégalaise pousse les rebelles de Casamance au point de rupture

Créé en 1947, le MFDC a d'abord été un parti politique, avant de devenir en 1982 un mouvement séparatiste cherchant à obtenir l'indépendance de la Casamance. L'accord de paix signé en août 2022 a été précédé de six autres cessez-le-feu et accords de paix conclus entre le MFDC et le gouvernement sénégalais depuis 1991. Aucun n'a apporté la paix ; au contraire, ces accords ont provoqué des tensions au sein du MFDC et ont conduit à la création de plusieurs factions. En 1991, la branche armée du groupe indépendantiste s'est scindée en deux factions : le Front Sud et le Front Nord. Aujourd'hui, les deux fronts comptent plusieurs factions, les plus importantes étant celles de Salif Sadio et César Atoute Badiate.

L'offensive sénégalaise de janvier 2021 contre les factions rebelles du sud a conduit au démantèlement d'au moins trois bases rebelles, respectivement appelées bases « 2 », « 9 » et « Sikoun ». Les autorités ont saisi d'importants stocks de munitions, de mortiers,

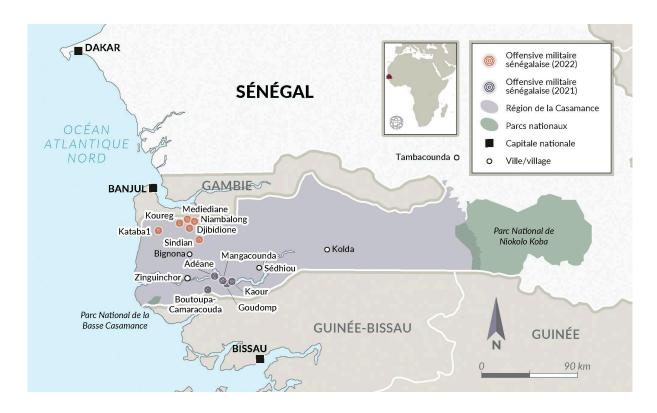


Figure 1 Offensives militaires sénégalaises contre les rebelles du MFDC.

Source : Données tirées des sources médiatiques disponibles

de lance-roquettes, de fusils et de motos et ont détruit des champs de cannabis dans la zone contrôlée par les rebelles.⁷

Une offensive lancée le 20 mars 2022 dans le nord de la Casamance, dans le département de Bignona, a visé des bases rebelles dispersées à la frontière avec la Gambie. L'un des objectifs clés de l'opération était également de mettre fin au trafic illicite de bois en Casamance. Cette offensive a permis de démanteler la plupart des bases des rebelles dans la région et de saisir d'importantes quantités d'armes et de matériels divers, y compris des véhicules volés. Il plupart des combattants se sont enfuis en Gambie, nombre d'entre eux sont retournés dans leurs villages respectifs peu après.

Les activités économiques illicites menées par les rebelles pourraient diminuer

Depuis le début des années 2000, les rebelles du MFDC exploitent les ressources naturelles disponibles dans la région de la Casamance pour financer leurs opérations. Le trafic de bois provenant des forêts de la Casamance est la principale source de financement du groupe. ¹² Le manque d'emprise de l'État dans les secteurs de la Casamance limitrophes de la Gambie et de la Guinée-Bissau a permis au MFDC d'y consolider sa présence et de se livrer à un important trafic de bois. ¹³

Les rebelles du MFDC ont accordé des licences d'exploitation du bois aux trafiquants sénégalais et gambiens, une prérogative dont seul l'État sénégalais devrait se prévaloir. ¹⁴ Pour transporter en Gambie du bois acheté dans les territoires contrôlés par les rebelles, les acheteurs ont dû acquitter des droits pour se voir délivrer un document d'exportation par les rebelles. ¹⁵ Le trafic de bois aurait généré 19,5 millions de dollars US entre 2010 et 2014, dont une grande partie aurait profité aux factions impliquées dans cette activité criminelle. ¹⁶

Par le passé, les rebelles pouvaient facilement se retirer en Guinée-Bissau ou en Gambie en cas d'affrontements avec l'armée sénégalaise car ils bénéficiaient de la protection d'acteurs importants dans ces deux pays. Yahya Jammeh, qui règne de longue date sur la Gambie, aurait été l'un des principaux soutiens des rebelles casamançais. ¹⁷ Son exil en 2017 a considérablement affaibli le MFDC. De même, en Guinée-Bissau, les rebelles du MFDC bénéficiaient du soutien de certains officiers de l'armée. ¹⁸

Les changements de régime en Gambie en 2017 et en Guinée-Bissau en 2021, qui ont porté au pouvoir respectivement Adama Barrow et Umaro Sissoco Embaló, ont redéfini l'équilibre des forces et offert un

avantage important à l'État du Sénégal dans ses opérations contre les rebelles casamançais. Les relations étroites entre Macky Sall, Président de la république sénégalaise, et les deux dirigeants se sont traduites par une plus grande capacité des troupes sénégalaises à poursuivre les rebelles dans leurs refuges traditionnels en Guinée-Bissau et en Gambie. 19

Le parc national de Niokolo Koba, zone de repli potentielle du MFDC ?

Après le démantèlement de leurs bases, la saisie de leurs armes et la fragilisation des refuges traditionnels, la capacité du MFDC à traduire son influence territoriale en flux de revenus provenant d'économies illicites s'est probablement étiolée. Pour l'instant, les rebelles du MFDC ne semblent pas avoir l'intention de déposer les armes. Un spécialiste du conflit casamançais a confié à la GI-TOC que, selon lui, les rebelles reviendront tôt ou tard. ²⁰ Mais privés de leurs bases naturelles en Casamance, les rebelles auront besoin de nouvelles bases.

Le parc national du Niokolo Koba offre des possibilités importantes de repli aux rebelles. Situé au sud-est du Sénégal dans la région de Tambacounda, sur les rives du fleuve Gambie, le parc national du Niokolo Koba est l'un des plus grands parcs d'Afrique de l'Ouest, avec une superficie de 913 000 hectares. ²¹

Très riche en ressources naturelles et en biodiversité, tout en étant stratégiquement situé à proximité de la frontière avec le Mali et la Guinée, le parc national du Niokolo Koba pourrait offrir aux groupes rebelles de nombreuses possibilités de tirer des revenus des activités illicites dont ils dépendent depuis longtemps, notamment du commerce illicite du bois, du cannabis et des produits issus d'espèces sauvages. En outre, la configuration géographique du parc, qui présente des difficultés d'accès, abrite des forêts denses empêchant la surveillance aérienne et a un faible niveau de surveillance sur le terrain (seuls 164 gardes patrouillent dans l'ensemble du parc), fait du parc un choix évident pour les groupes armés qui souhaitent se dissimuler et lancer leurs propres attaques.²²

Niokolo Koba fait déjà souvent l'objet d'incursions de groupes armés non identifiés, dont certains auraient traversé la frontière depuis le Mali. Exploitant la porosité des frontières et le faible niveau de surveillance des parcs, ces acteurs se sont livrés au braconnage d'espèces animales rares, souvent avec la complicité des villageois vivant à proximité, qui font office

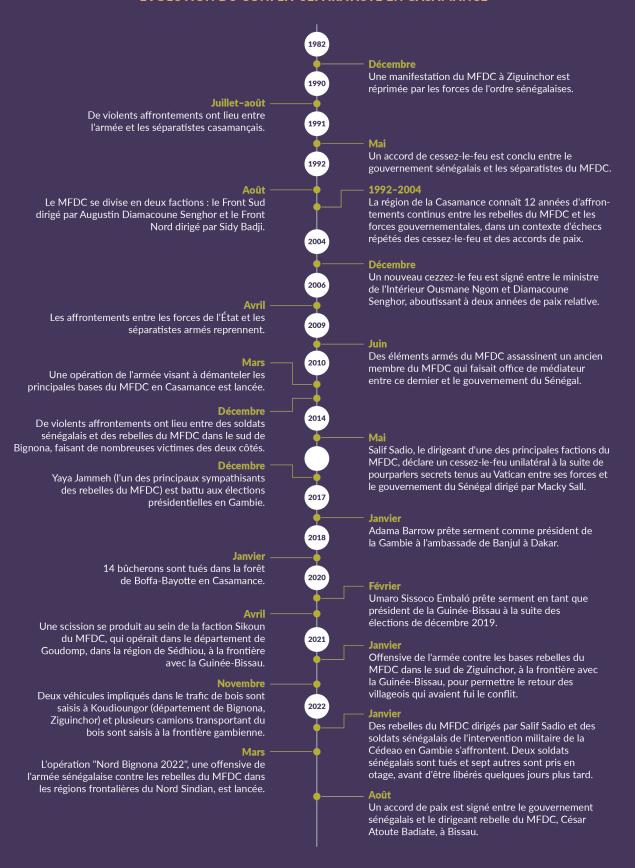
d'informateurs, refusant de partager des informations avec les agents chargés de l'application de la loi et offrant un abri en cas de besoin. ²⁴ La vente de viande et de trophées d'animaux est une activité très lucrative dont on sait qu'elle permet de financer des groupes armés dans toute l'Afrique. En Ouganda, par exemple, le trafic et la vente d'ivoire constituaient la principale source de financement de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). ²⁵

En outre, en raison d'une forte croyance dans les vertus mystiques de ces butins de chasse, les peaux de certains animaux peuvent être vendues entre 500 000 et 1 200 000 FCFA (entre 750 et 1 800 USD), selon la taille et le type d'animal. ²⁶ Très prisée des guérisseurs traditionnels maliens et nigérians, la peau de l'éland de Derby, la plus grande espèce d'antilope et l'emblème du parc, se vend jusqu'à 300 000 FCFA (450 USD) sur le marché noir. Les dents et les griffes de lions, également très recherchées par les marabouts nigériens, sont vendues 250 000 FCFA (375 USD) pièce. ²⁷

Les mines d'or situées dans le parc pourraient également constituer une source de revenus. Selon les autorités sénégalaises, ²⁸ une partie du parc dans le département de Kédougou est riche en ressources minérales, et en particulier en or. Les réserves d'or du parc ont récemment fait l'objet d'une exploitation illégale par des réseaux criminels. En 2019, la police de Kédougou a arrêté trois ressortissants ghanéens et treize ressortissants chinois pour exploitation aurifère illégale, ainsi que le directeur et le directeur adjoint du parc national du Niokolo Koba et d'autres responsables du gouvernement régional en raison de leur implication dans cette activité illicite. ²⁹

L'essor de l'exploitation artisanale de l'or dans une grande partie de la région du Sahel au cours de la dernière décennie a fourni de nouvelles sources de revenus aux acteurs du conflit, en particulier au Mali et au Burkina Faso. ³⁰ Les sites aurifères situés dans les zones protégées de la région – notamment dans le parc national de la Comoé, dans le nord de la Côte d'Ivoire, et dans le complexe WAP – ont été identifiés comme des sources potentielles de revenus pour les groupes armés qui opèrent de plus en plus dans les zones septentrionales des États côtiers. Les précédents régionaux suggèrent que le parc national du Niokolo Koba est actuellement vulnérable à l'exploitation par les MFDC, à mesure que leurs sources de revenus classiques et les zones de contrôle territorial diminuent.

EVOLUTION DU CONFLIT SÉPARATISTE EN CASAMANCE





Le parc national du Niokolo Koba, l'un des plus grands parcs de l'Afrique de l'Ouest.

Photo: BSIP/Universal Images Group via Getty Images

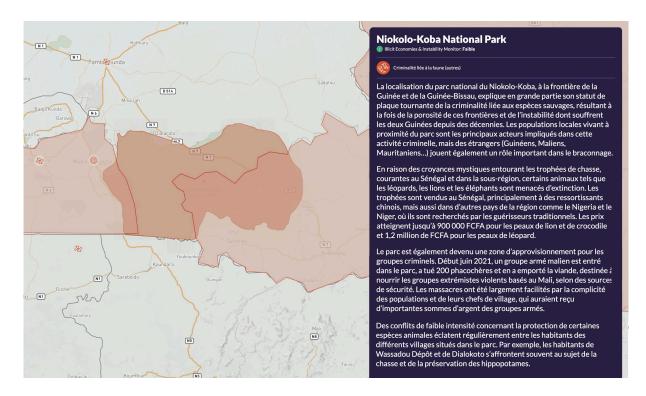


Figure 2 Le parc national du Niokolo Koba, plaque tournante du trafic illicite.

Source : Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map

Dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, l'action de l'armée et des forces de l'ordre contre les groupes extrémistes violents et d'autres groupes armés a amené ces groupes à se retirer dans des parcs nationaux, comme le parc national de la Comoé et le complexe WAP. Ces parcs nationaux font office de refuges stratégiques et de bases d'où lancer des attaques pour les groupes armés. ³¹ Dans le parc national de la Comoé, en Côte d'Ivoire, des éléments djihadistes visent à contrôler l'accès au parc, afin de l'utiliser comme lieu de dissimulation et d'entraînement et comme base de repos et de récupération. En outre, les groupes djihadistes auraient promis aux communautés minières situées à l'intérieur du parc de les protéger et de leur donner accès à l'or en guise d'accord de gouvernance.³²

Il est donc clair que le parc national du Niokolo Koba est une zone qui risque d'être exploitée par les séparatistes du MFDC. Toutefois, le fait que les rebelles soient susceptibles de se livrer à des activités illicites reposant sur les ressources naturelles du parc national, qui leur fournissent les ressources financières dont ils ont tant besoin, n'est pas le seul risque. Comme cela a été le cas dans d'autres secteurs d'Afrique de l'Ouest, non seulement en Côte d'Ivoire comme indiqué ci-dessus, mais aussi dans la région du Sahel, les groupes djihadistes utilisent les parcs nationaux et les réserves naturelles comme moyen de s'attirer les faveurs de la population locale en permettant aux résidents de se livrer à des activités économiques interdites par l'État, notamment l'exploitation forestière et l'extraction artisanale d'or. 33 Si les rebelles du MFDC sont autorisés à prendre racine dans le parc national du Niokolo Koba, le parc risque de connaître le même sort.

Notes

- Ministère des Forces Armées, Communiqué de presse : Opération de sécurisation en Zone militaire n° 5, mars 2022, https://www.forcesarmees.gouv.sn/communiques/operation-desecurisation-en-zone-militaire-ndeg5.
- Pour une analyse plus approfondie du rôle joué par la Casamance dans les écosystèmes illicites sous-régionaux, voir Lucia Bird, West Africa's cocaine corridor: Building a subregional response, GI-TOC, avril 2021, https://globalinitiative.net/analysis/west-africascocaine-corridor.
- Mehdi Ba, Senegal: When timber trafficking fuels rebellion in Casamance, The Africa Report, 13 juillet 2022, https://www.theafricareport.com/218403/senegal-when-timber-trafficking-fuels-rebellion-in-casamance/.
- Perspective Monde, Début d'un conflit dans la région de la Casamance, au Sénégal, Université de Sherbrooke, 26 décembre 1982, https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/ 1260.
- Africa24, Sénégal: un accord de paix signé entre l'Etat et la rébellion casamançaise, 9 août 2022, https://africa24tv.com/ senegal-un-accord-de-paix-signe-entre-letat-et-la-rebellioncasamancaise/.
- 6. Pauline Le Troquier, Rébellion. En Casamance, une offensive de l'armée sénégalaise violente mais passée sous silence, Courrier International, 5 février 2021, https://www.courrierinternational.com/article/rebellion-encasamance-une-offensive-de-larmee-senegalaise-violente-maispassee-sous-silence.
- Le Monde, L'armée sénégalaise annonce avoir pris le contrôle de trois bases rebelles en Casamance, 10 février 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/l-armeesenegalaise-annonce-avoir-pris-le-controle-de-trois-basesrebelles-en-casamance_6069479_3212.html.
- Mamadou Alpha Diallo, L'offensive de l'armée va-t-elle fragiliser les acquis de la paix en Casamance?, DW, 23 mars 2022, https://www.dw.com/fr/sénégal-casamance-rebelles-offensive-militaire/a-61239094.
- Y compris celles de Bakingaye, Djilanfale, Guikess, Katama, Katinoro, Karounor, Tampindo/Kanfounda et Younor. Voir Ouestaf,

- Sénégal: l'armée veut en finir avec le MFDC, 24 mars 2022, https://www.ouestaf.com/senegal-larmee-veut-en-finir-avec-le-mfdc/.
- Le Quotidien, Bilan de la mission de sécurisation en Casamance: les rebelles désertent de leurs factions, 23 mars 2022, https://lequotidien.sn/bilan-de-la-mission-de-securisation-encasamance-les-rebelles-desertent-de-leurs-factions/.
- 11. Entretien avec un spécialiste du conflit en Casamance, septembre 2022
- Mouhamadou Kane, La destruction silencieuse des dernières forêts du Sénégal, ENACT, janvier 2019, https://enactafrica.org/ enact-observer/la-destruction-silencieuse-des-dernieres-foretsdu-senegal.
- Entretien avec un enseignant de l'Université d'Assane Seck, Ziguinchor, expert du conflit casamançais et du trafic de bois, septembre 2022.
- Entretien avec un agent des eaux et forêts en Casamance, février 2021.
- Environmental Investigation Agency, Cashing-in on chaos: How traffickers, corrupt officials, and shipping lines in The Gambia have profited from Senegal's conflict timber, juin 2020, https://content.eiaglobal.org/assets/2020/06/EIA-Cashing-In-On-Chaos-HiRes.pdf.
- 16. Ibid.
- 17. Lucia Bird et A. Gomes, Deep-rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau, Gl-TOC, mai 2021, https://globalinitiative.net/analysis/illicit-logging-guinea-bissau/.
- 18. Goree Institute, Casamance: aux sources du conflit, 14 février 2022, https://goreeinstitut.org/casamance-aux-sources-du-conflit/
- 19. Le président Embaló a accordé une autorisation sans précédent (et controversée) aux troupes sénégalaises pour poursuivre les rebelles en territoire bissau-guinéen en mars 2021. Pour un débat plus approfondi autour de la décision du président Embaló, et des liens possibles entre cette autorisation et la tentative de coup d'État signalée à Bissau en février 2022, voir Lucia Bird, Cocaine politics in West Africa: Guinea-Bissau's protection networks, GI-TOC, July 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/07/GITOC-WEA-Obs-Cocaine-politics-in-West-Africa-Guinea-

- Bissaus-protection-networks.pdf. Depuis 2019, les forces de sécurité sénégalaises exercent le droit de poursuivre les exploitants forestiers illicites qui ont agi illégalement en Casamance, en Gambie ; voir BBC, Trafic de bois : le Sénégal exerce un droit de poursuite en Gambie, 11 mai 2018, https://www.bbc.com/afrique/region-44082923.
- Entretien avec un enseignant de l'Université d'Assane Seck,
 Ziguinchor, expert du conflit casamançais et du trafic de bois,
 septembre 2022.
- UNESCO, Parc national du Niokolo-Koba, https://whc.unesco.org/ fr/list/153/.
- 22. Entretien avec un responsable du parc, août 2022.
- 23. Ibid.
- 24. Ibid.
- Aislinn Laing, LRA warlord Joseph Kony uses ivory trade to buy arms, The Telegraph, 12 janvier 2016, https://www.telegraph.co.uk/ news/worldnews/joseph-kony/12066467/LRA-warlord-Joseph-Kony-uses-ivory-trade-to-buy-arms.html.
- 26. Entretien avec un enquêteur d'une ONG spécialisée dans les crimes contre la faune au Sénégal, juillet 2022.
- 27. Ibid.

- 28. Entretien avec les autorités sécuritaires et minières, Dakar et Kédougou, février 2021 à août 2022.
- 29. Abdoulaye Barro, Exploitation illégale d'or à Bandé Ethiess, la Gendarmerie de Kédougou arrête 20 personnes, Sudestinfo, 3 juin 2019, https://sudestinfo.com/exploitation-illegale-dor-a-bande-ethiess-la-gendarmerie-de-kedougou-arrete-20-personnes/.
- Peter Tinti, De qui est-ce le crime, après tout ? Crime organisé et efforts internationaux de stabilisation au Mali, GI-TOC, février 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/ Mali.Whose-crime-is-it-anyway-Fra-LQP-1.pdf.
- Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/.
- 32. Ibid.
- 33. Peter Tinti, De qui est-ce le crime, après tout ? Crime organisé et efforts internationaux de stabilisation au Mali, GI-TOC, février 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Mali.Whose-crime-is-it-anyway-Fra-LQP-1.pdf.

Le nombre de victimes civiles augmente en Afrique de l'Ouest à mesure que les zones de conflit tendent à se confondre davantage avec les économies illicites.

Le 5 septembre 2022, un convoi de véhicules a heurté un engin explosif improvisé (IED) au Burkina Faso. Au moins 35 civils ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés. Les véhicules circulaient en direction du sud sur la route entre Bourzanga et Djibo, dans la région du Sahel, et se dirigeaient vers la capitale, Ouagadougou. ¹ Si aucun groupe n'a revendiqué l'attentat, il est presque certainement l'œuvre d'extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans qui opère dans le pays depuis le début de l'insurrection en 2015). ² Selon un rapport de sécurité interne destiné aux travailleurs humanitaires, il s'agit de la cinquième explosion survenue dans la province du Soum depuis le début du mois d'août. ³ À cette dernière attaque à l'engin explosif improvisé a rapidement succédé le massacre,

attribué à des djihadistes, de neuf personnes, dont la grande majorité étaient des civils, dans le village de Tassiri, dans le Sahel, près de la frontière avec le Niger.⁴

Ces incidents témoignent du nombre croissant de victimes civiles résultant des conflits dans la région, non seulement au Burkina Faso, mais aussi au Mali voisin. ⁵ De 2020 à 2021, les violences liées aux groupes de militants islamistes au Sahel ont presque doublé. ⁶ Cette sombre tendance semble devoir se poursuivre, et les civils en paient le prix : au cours des six premiers mois de 2022, un plus grand nombre de civils ont été tués dans le centre du Sahel que pendant toute l'année 2021. ⁷ À ce jour en 2022, les groupes djihadistes au Mali ont tué environ trois fois plus de civils qu'en 2021. ⁸ Ces



Dori, Burkina Faso. En juillet 2022, un pont sur la route principale reliant Dori et Kaya a été attaqué par des djihadistes présumés, dans l'une des nombreuses attaques visant les principales routes reliant la capitale Ouagadougou aux villes du nord du Burkina Faso.

Photo: Giles Clarke/UNOCHA via Getty Images

tendances confirment les résultats d'études qui montrent que les civils sont de plus en plus la cible d'attaques dans la région et que les conflits dépassent désormais plus souvent le cadre des frontières.⁹

Il est essentiel d'examiner le rôle que jouent les économies illicites dans l'alimentation et le maintien de ces conflits croissants au Sahel et, plus largement, en Afrique de l'Ouest. Les régions traversées par des routes empruntées dans le cadre de trafics sont le théâtre de conflits, et les acteurs de ces conflits deviennent des acteurs clés de certaines économies illicites, soit en tant que consommateurs, soit en tant qu'acteurs de la protection ou participants directs. Il est donc primordial de comprendre les points d'intersection entre les dynamiques des conflits et l'économie illicite pour s'attaquer au problème de l'augmentation des victimes civiles.

La cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest de la GI-TOC a permis d'identifier plus de 280 plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, au Cameroun, en République centrafricaine (RCA) et au Tchad. ¹⁰ Elle a également permis d'identifier 65 endroits dans la région où les économies illicites constituent des vecteurs importants de conflit et d'instabilité. 11 La quasi-totalité des zones les plus touchées par la violence en Afrique de l'Ouest - à savoir les zones où le nombre de victimes de conflits a dépassé les 500 entre 2011 et 2021 et qui sont désormais appelées « régions à forte mortalité » 12 – abritent également au moins une plateforme illicite. Il est clair qu'il existe un chevauchement géographique croissant entre les zones de conflit et les zones d'activité illicite, ce qui a des implications non seulement pour les décideurs politiques qui cherchent à mettre en œuvre des politiques de stabilisation, mais aussi pour les moyens de subsistance futurs des communautés de la région. Pour une analyse plus approfondie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, les lecteurs sont invités à consulter le rapport complet intitulé « Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest ». 13 De plus, l'outil en ligne, qui permet aux utilisateurs d'explorer visuellement les 280 plaques tournantes illicites et d'accéder à d'autres données relatives aux conflits et à l'instabilité, est accessible à l'adresse wea.globalinitiative.net/illicit-hubmapping/fr.

Chevauchement géographique entre criminalité et conflits

Bien que le Mali et le Burkina Faso soient parmi les pays les plus touchés par la violence dans la région, les actes de violence perpétrés par les extrémistes violents, les groupes séparatistes et les sociétés militaires privées à l'encontre des civils n'est que trop courante dans des pays comme le Nigeria, le Cameroun et la RCA. Sur les dix-huit pays couverts par l'étude, ¹⁴ huit abritent au moins une région administrative ayant connu des niveaux de violence particulièrement élevés au cours de ces dix dernières années. On parle de régions à forte mortalité, comme présenté ci-dessus. Ces régions sont les États sahéliens du Mali, du Burkina Faso et du Niger, ainsi que du Nigeria, du Cameroun, de la RCA, du Tchad et de la Côte d'Ivoire.

Nous avons identifié 46 régions à forte mortalité. Quarante-trois d'entre elles englobent au moins une plaque tournante illicite (zone sensible, point de transit ou secteur marqué par la criminalité). En d'autres termes, presque toutes les régions les plus touchées par la violence en Afrique de l'Ouest sont également des sites d'activités illicites. Les zones de conflit et, plus largement, celles où règne l'instabilité, y compris les secteurs marqués par une instabilité politique, présentent souvent toute une série de caractéristiques qui font le lit des économies illicites. Par exemple, dans les zones de conflit, l'État est souvent peu présent et les acteurs de la criminalité peuvent ainsi agir en toute impunité. De plus, les conflits se traduisent généralement par une hausse de la demande de toute une série de produits illicites, notamment d'armes, mais aussi de stupéfiants, comme le Tramadol. ¹⁵ Diverses activités économiques légales basculent également en zone grise, ou deviennent illicites, lorsque des groupes armés en prennent le contrôle - l'exploitation des ressources naturelles en est un exemple phare. 16

Si l'on considère le chevauchement selon une toute autre perspective, les résultats de notre étude montrent qu'un pourcentage important de plaques tournantes illicites sont situées dans des zones touchées par des niveaux élevés de conflit et de violence. Sur les 280 plaques tournantes illicites identifiées en Afrique de l'Ouest, plus de 30 % sont situées dans des régions à forte mortalité.

L'étude montre non seulement que les régions touchées par des conflits sont presque toujours le siège d'activités économiques illicites (voir figure 1), mais qu'il existe également un fort chevauchement entre les zones touchées par des conflits et les plaques tournantes illicites qui agissent comme des vecteurs de conflit et d'instabilité (bien que cela soit dû en partie à la nature de l'Illicit Economies and Instability Monitor (Observatoire des économies illicites et de l'instabilité -IEIM), dans lequel les liens avec la dynamique des conflits jouent un rôle important). Douze des 280 plaques tournantes illicites ont obtenu un score « très élevé » à l'IEIM, une nouvelle unité de mesure qui évalue dans quelle mesure les économies illicites des plaques tournantes illicites identifiées favorisent les conflits et l'instabilité. En d'autres termes, ces douze pôles ont été identifiés comme jouant un rôle important dans l'alimentation des conflits et de l'instabilité dans la région. Sur ces douze plaques tournantes à IEIM très élevé - parmi lesquels la région du lac Tchad et des lieux tels que Bamenda et Kousseri au Cameroun qui servent de points de transit pour les armes et les stupéfiants dix sont situées dans des régions à forte mortalité. 17

Le Liptako-Gourma, zone tri-frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, est à la fois l'un de ces douze pôles à très fort score IEIM et la région où le nombre de décès dus aux conflits est le plus élevé des dix-huit pays étudiés au cours de la période de dix ans comprise entre 2011 et 2021. ¹⁸ Depuis l'insurrection dans le nord du Mali en 2012, la violence a fortement augmenté dans la région du Liptako-Gourma. De nombreuses activités économiques illicites concentrées dans la région ont prospéré, et au nombre des principales d'entre elles figurent désormais le trafic d'armes, le vol de bétail, le trafic de divers stupéfiants - principalement le cannabis mais aussi des produits pharmaceutiques tels que le Tramadol et le Diazepam, ainsi que la cocaïne - et le commerce illicite d'or, ainsi que le trafic d'êtres humains, la traite des personnes, le commerce illicite et les produits de contrefaçon.

Le GSIM comme l'État islamique dans le Grand Sahara jouent un rôle de premier plan dans nombre de ces activités économiques illicites florissantes, comme le vol de bétail, dont ils sont les principaux protagonistes. La présence et la capacité des États du Niger, du Mali et du Burkina Faso à assurer la sécurité et les services de base dans la zone tri-frontalière ont été entravées par la détérioration de la sécurité dans la région. Bien qu'il soit

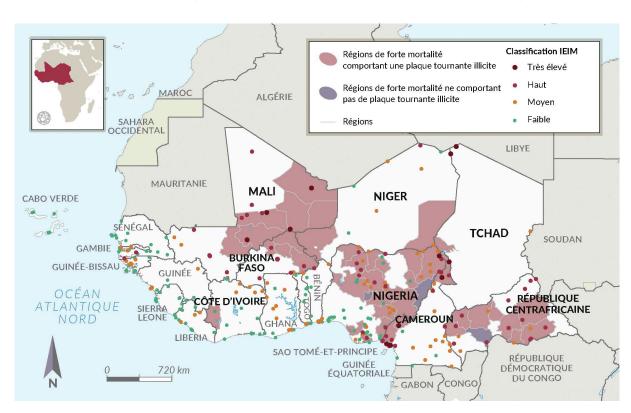


Figure 1 La plupart des zones touchées par les conflits en Afrique de l'Ouest comportent des plaques tournantes des économies

Note: Les régions à forte mortalité sont définies comme des zones de niveau administratif 1 où le nombre de décès dus aux conflits a dépassé 500 entre 2011 et 2021. Les zones de criminalité sont représentées par les coordonnées géographiques de leurs points centraux. Source: Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map.

trop tôt pour évaluer l'impact de cette situation sur la présence de l'État dans la zone du Liptako-Gourma, des changements significatifs ont été observés dans la dynamique du conflit depuis le début du retrait militaire français du Mali, qui a culminé avec le départ total de toutes les troupes françaises en août 2022. La ville de Gao, au nord du pays est ainsi de fait coupée du reste du pays depuis le mois de juin en raison du blocus imposé par le GSIM à la ville de Boni, située sur la seule route reliant le nord du pays au sud. ¹⁹

Les groupes armés ont à leur tour profité de l'affaiblissement de la présence de l'État et tiré des revenus substantiels des marchés illicites. Dans la région de Mopti, dans le secteur plus large du Liptako-Gourma, par exemple, la recrudescence des vols de bétail en 2021 s'est produite parallèlement à l'isolement politique croissant du Mali et aux changements associés dans le paysage sécuritaire du pays. De même, l'augmentation plus récente des vols de bétail à Ménaka a également été liée par des observateurs proches à l'instabilité croissante dans le contexte du retrait des troupes françaises. 22

Certaines économies illicites prospèrent davantage dans des situations de conflit

La proéminence de certaines économies illicites varie considérablement à travers le spectre de l'IEIM, soulignant les différentes relations existantes entre économies illicites et conflits (voir figure 2). C'est avec la cocaïne que la disparité est la plus grande. Elle apparaît comme un marché majeur bien plus souvent dans les plaques tournantes ayant un faible score (33 %) que dans celles qui ont un score élevé à très élevé (8 %). Les différences sont très similaires lorsqu'il s'agit d'évaluer la prévalence des économies illicites dans les zones à haut niveau de violence.

Le commerce de la cocaïne ne figure que dans 9 % des plaques tournantes illicites des régions à forte mortalité. C'est le cas notamment de Lerneb au Mali, par lequel transitent les cargaisons de cocaïne (et de résine de cannabis) acheminées illégalement à travers la Mauritanie (ainsi que les cargaisons de cocaïne introduites illégalement au Mali via la région de Kayes). ²³ Il ressort de ces observations que compte tenu de la

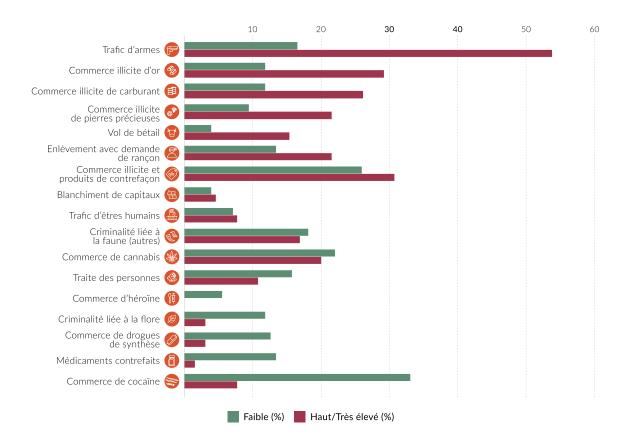


Figure 2 Prévalence de l'économie illicite dans les plaques tournantes à score IEIM élevé à très élevé par rapport aux plaques tournantes à faible score IEIM.

Source : Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/about

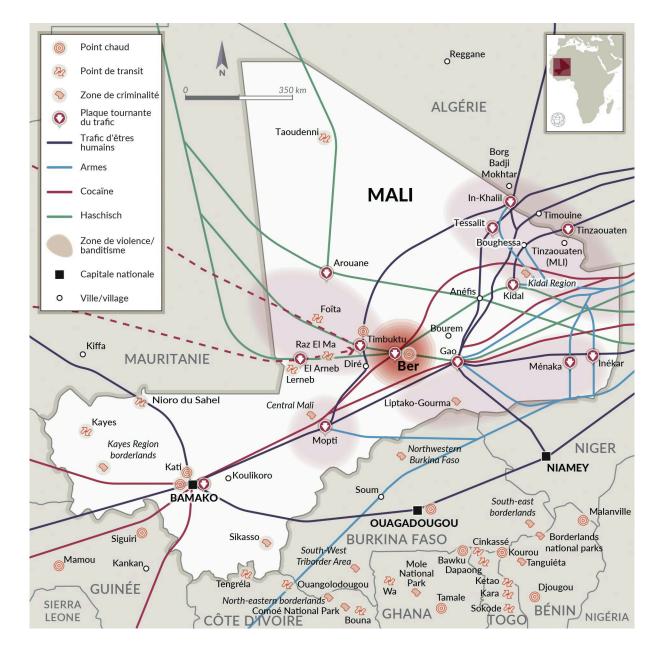


Figure 3 Flux illicites passant par Ber, Mali.

Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022. https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/about

valeur monétaire élevée de la cocaïne, les réseaux de trafiquants cherchent généralement à éviter les environnements les plus à risque, comme la région du Sahel, par exemple.²⁴

Le trafic d'armes est pour sa part considéré comme un marché important dans plus de la moitié (54 %) des plaques tournantes illicites à score IEIM élevé à très élevé, ce qui illustre le lien étroit entre marché illicite, conflits et instabilité. Cette constatation est étayée par le fait que le trafic d'armes est de loin le marché criminel le plus important dans les plaques tournantes illicites des zones à haut risque, puisqu'il est présent dans 56 % d'entre elles.

Il existe entre le trafic d'armes et l'instabilité une relation d'auto-renforcement. L'économie illicite amplifie la violence en offrant un moyen de se procurer des armes dans le cadre de conflits, ²⁶ tandis que l'insécurité accrue alimente la demande d'armes pour l'autoprotection, boostant le marché des armes. Au Nigeria, par exemple, la demande d'armes pour l'autoprotection a explosé en réponse aux actes d'une violence sans précédent perpétrés par des bandits armés, en particulier dans le nord du pays. Il s'agit essentiellement d'armes artisanales destinées au marché de l'autodéfense dans des États tels que le Plateau, Kaduna, Katsina et Borno, où le banditisme est monnaie courante. ²⁷

La dynamique de la ville malienne de Ber illustre elle aussi le cycle associant hausse de la demande d'armes et contexte d'instabilité croissante (voir figure 3). Cette ville est un point névralgique de l'économie illicite et son score IEIM est l'un des plus élevés de la région. Depuis 2020, Ber est un centre phare de l'industrie transnationale du trafic d'armes, qui est largement dirigée par des acteurs issus des communautés arabes du nord du Mali. La demande d'armes des groupes armés, des milices d'autodéfense et des communautés a augmenté, notamment depuis 2016, l'objectif étant de se protéger. ²⁸

Le trafic d'armes est un facteur important de conflit et de violence, non seulement parce que les armes elles-mêmes sont des outils de violence, mais aussi parce que le commerce illicite des armes renforce la puissance des acteurs non étatiques qui s'opposent à l'État et contribue à la fragmentation du conflit. L'une des principales conclusions de l'étude est que le trafic d'armes est étroitement lié à plusieurs autres activités économiques illicites, que l'on peut qualifier de « marchés accélérateurs », en lien étroit avec les conflits et l'instabilité, comme les enlèvements contre rançon et le vol de bétail. ²⁹ La figure 4 montre les économies illicites les plus importantes dans les plaques tournantes illicites situées dans les régions à forte mortalité.

Le fait qu'il y ait des enlèvements contre rançon (activité illicite identifiée dans seulement 17 % des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest) dans près de 40 % de l'ensemble des plaques tournantes illicites des régions à forte mortalité souligne le rôle que joue cette activité criminelle dans la dynamique des conflits, en

particulier au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria. ³⁰ Le vol de bétail est une autre activité économique illicite très répandue dans les zones touchées par des niveaux élevés de conflit et de violence : 66 % des centres névralgiques illicites de vol de bétail sont situés dans des régions où le taux de mortalité est élevé. C'est le cas notamment de nombreux foyers de vol de bétail dans tout le Nigeria, mais aussi dans les régions frontalières du nord-est de la Côte d'Ivoire et dans les villes centrafricaines de Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo, par exemple, où les soldats de l'armée centrafricaine et les bandits de grand chemin appartenant à des groupes armés, connus sous le nom de *coupeurs de route*, ont réalisé d'importants profits grâce au prélèvement illégal de taxes auprès des éleveurs.

Les liens entre certaines économies illicites, le trafic d'armes, les conflits et l'instabilité ont des implications importantes pour les décideurs politiques qui cherchent à anticiper et à prévenir la violence, plutôt qu'à simplement y répondre. Les activités économiques illicites réputées exacerber les tensions communautaires, comme le vol de bétail et les enlèvements contre rançon, doivent être considérées comme des indicateurs de futurs conflits potentiels. Il convient donc d'encourager les réponses spécifiques à ces activités économiques illicites, tant du point de vue de leur évolution que de la répression. L'objectif est notamment de donner la priorité aux domaines dans lesquels les économies illicites relient fortement les zones de plus grande stabilité à celles en conflit, que ce soit par le biais de flux de marchandises ou de financement.

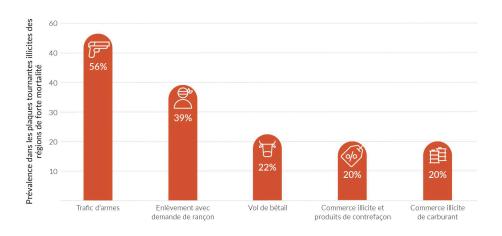


Figure 4 Les économies illicites les plus importantes dans les plaques tournantes illicites des « régions à forte mortalité ».

Notes

- Al Jazeera, At least 35 civilians killed in Burkina Faso IED convoy blast, 6 septembre 2022, https://www.aljazeera.com/news/2022/ 9/6/dozens-civilians-killed-in-burkina-faso-blast-ied-convoy-blast.
- 2. Bien que les extrémistes violents affiliés à l'État islamique (État islamique dans le Grand Sahara EIGS) soient également des acteurs clés du paysage conflictuel au Burkina Faso, aucune attaque de l'EIGS dans cette partie du pays n'a été enregistrée à ce jour.
- Arsène Kaboré et Sam Mednick, Suspected jihadi bomb hits convoy in Burkina Faso; 35 dead, AP News, 6 septembre 2022, https://apnews.com/article/islamic-state-group-ouagadougou-alqaida-africa-burkina-fasoefdf50h9e0f9hd7ea4cahd274d3925hb
- The Defense Post, 35 Civilians Killed in IED Blast in Burkina Faso, 6 septembre 2022, https://www.thedefensepost.com/2022/09/ 06/civilians-killed-ied-blast-burkina/.
- 5. Concernant l'évolution de la géographie des conflits et l'intensité croissante de la violence, voir le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE, Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, Notes ouest-africaines. Paris : Éditions de l'OCDE, 2020, https://www.oecd-ilibrary.org/development/cahiers-de-l-afrique-de-l-ouest_20743556.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, La hausse de la violence des militants islamistes au Sahel, une dynamique qui domine le combat de l'Afrique contre les extrémistes, janvier 2022, https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2022-01-hausse-violencemilitants-islamistes-sahel-dynamique-domine-combat-afriqueextremistes/
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 10 conflicts to worry about in 2022: The Sahel mid-year update, août 2022, https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/mid-year-update/#1662628010920-739adde7-8cb3Story%204%20-%20For%20translation_FR.docx.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, L'insurrection islamiste aux portes de Bamako, 29 août 2022, https://africacenter.org/fr/ spotlight/linsurrection-islamiste-aux-portes-de-bamako/.
- OCDE/CSAO, Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, Notes ouest-africaines. Paris : Éditions de l'OCDE, 2020, https://www.oecd-ilibrary.org/development/cahiers-de-l-afrique-de-l-ouest_20743556.
- Pour explorer l'outil de cartographie en ligne, y compris des informations complémentaires pour chacune des 280 plaques tournantes illicites identifiées dans la région, voir https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map.
- Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/.
- 12. Correspond à au moins 500 décès liés à des conflits entre 2011 et 2021, selon les données de l'ACLED ; voir https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard.
- 13. Voir https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/about.
- 14. Les dix-huit pays qui entrent dans le cadre de l'étude sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, RCA, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
- Philip Obaji Jr, 'If you take Tramadol away, you make Boko Haram weak', African Arguments, 15 mars 2019,

- https://africanarguments.org/2019/03/if-you-take-tramadol-away-you-make-boko-haram-weak/.
- 16. Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hubmapping/.
- 17. Si l'inclusion du décompte des décès dus aux conflits dans le modèle IEIM explique pour partie ce chiffre, l'exclusion de cet indicateur (qui ne représente que 2 points sur 30, soit moins de 7 % du score global IEIM) du calcul IEIM d'ensemble donne des résultats similaires. Sur les quinze plaques tournantes illicites ayant obtenu les scores les plus élevés, après exclusion des décès liés aux conflits, douze sont situées dans des régions ayant un taux de mortalité élevé. En d'autres termes, même après suppression des décès liés aux conflits en tant qu'indicateur sous-jacent, le constat reste inchangé : il est fort probable que les plaques tournantes illicites qui sont des vecteurs importants de conflits et d'instabilité soient situées dans des zones touchées par des conflits. En outre, 33 des 53 plaques tournantes illicites qui sont situées dans la fourchette haute de l'IEIM, avec des scores IEIM compris entre 15 et 20 (sur un score maximum de 30), se trouvent également dans des régions à forte mortalité. Dans l'ensemble, la grande majorité (66 %) des plaques tournantes ayant un score IEIM élevé à très élevé sont situées dans les régions qui ont connu le plus de décès en raison de conflits ces dix dernières années, ce qui souligne le fort chevauchement géographique entre zones de conflit et économies illicites.
- 18. Voir le tableau de bord de l'ACLED https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard.
- TV5 Monde, Mali: des dizaines de milliers de déplacés à Ménaka, un pont aérien vers Gao, 31 août 2022, https://information.tv5monde.com/afrique/mali-des-dizaines-de-milliers-de-deplaces-menaka-un-pont-aerien-vers-gao-469748.
- William Assanvo et al, Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Institut d'études de sécurité, 2019, https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/ war-26-fr.pdf.
- 21. Observatoire des Economies Illicites en Afrique de l'Ouest, Les vols de bétail augmentent au Mali dans un contexte d'isolement politique croissant: La région de Mopti apparaît comme un épicentre, Bulletin des risques Numéro 4, GI-TOC, juin 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf.
- Entretiens avec des acteurs de la société civile, Bamako et Ménaka, juin à septembre 2022.
- $23. \ \ Voir \ https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/map.$
- 24. Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hubmapping/.
- 25. Ibid.
- Geneviève Jesse, Arms trafficking: Fueling conflict in the Sahel, International Affairs Review, 29, 2 (2021), 62–75, https://www.iar-gwu.org/print-archive/ikjtfxf3nmqgdOnp1ht1Omvkfron6n-bykaf-ev3hc-rfbxp-dpte8-klmp4.
- 27. Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.

- 28. Lucia Bird et Lyes Tagziria, Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hubmapping/.
- 29. Ibid.
- 30. Observatoire des Économies Illicites en Afrique de l'Ouest, La logique stratégique des enlèvements au Mali et au Burkina Faso, Bulletin des risques Numéro 4, GI-TOC, juin 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse Lyes.Tagziria@globalinitiative.net.

À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office

